

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/15475]

**1<sup>er</sup> FEVRIER 2008. — Décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1995 (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE . SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE  
DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

## ANNEE BUDGETAIRE 1995

CHAPITRE I<sup>er</sup>Engagements effectués en exécution du budget§ 1<sup>er</sup>. Fixation des crédits dissociés d'engagement**Article 1<sup>er</sup>**

Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 1995, s'élèvent à 569.900.000 francs (annexe tableau I colonne 1)

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés**Article 2**

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent 548.033.650 à francs (annexe tableau I colonne 4)

**Article 3**

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 21.866.350 francs (annexe tableau I colonne 6). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau I colonne 8).

§ 3. Fixation des crédits variables d'engagement**Article 4**

Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 1995 s'élèvent à 5.079.789.800 francs (annexe tableau IV engagements colonne 2).

Le solde de départ au 1<sup>er</sup> janvier 1995 étant de -1.599.876.977 francs (annexe tableau IV engagements colonne 1), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 1995 à 3.479.912.823 francs (annexe tableau IV colonne 3).

Le solde de départ au 1<sup>er</sup> janvier 1995 comprend le disponible au 31 décembre 1994 fixé par le décret de règlement définitif du budget de l'année 1994 ; ce disponible est ajusté conformément à l'article 2 du décret du 22 décembre 1994 modifiant le décret organique du 21 décembre 1992 créant des fonds budgétaires et désignant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française.

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, l'article 6 du décret du 22 décembre 1994 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 1995 a autorisé la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 4. Fixation des engagements à charge des crédits variables**Article 5**

Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 1995 s'élèvent à 4.417.866.604 francs (annexe tableau IV engagements colonne 4)

**Article 6**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 1995 à

-937.953.781 francs (annexe tableau IV engagements colonne 5) .

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE IIRecettes et dépenses effectuées en exécution du budget§ 1<sup>er</sup> Fixation des recettes**Article 7**

Les droits constatés en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 1995 à la somme de 229.433.210.263 francs (annexe tableau II colonne 2)

Ce montant se décompose de la manière suivante

	(en francs)
- recettes fiscales et générales courantes	210.445.430.879
- recettes fiscales et générales en capital :	8.501.479.384
- produits d'emprunt	10.486.300.000

**Article 8**

Les recettes budgétaires de l'année 1995 s'élèvent à 229.433.210.263 francs (annexe tableau II colonne 3).

Ce montant se décompose de la manière suivante :

	(en francs)
- recettes fiscales et générales courantes :	210.445.430.879
- recettes fiscales et générales en capital :	8.501.479.384
- produits d'emprunt :	10.486.300.000

**Article 9**

Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 0 francs (annexe tableau II colonne 4)

Ce montant se décompose de la manière suivante

a. droits annulés ou portés en surséance indéfinie (annexe tableau II colonne 5) (en francs)

- recettes fiscales et générales courantes :

- recettes fiscales et générales en capital

- produit d'emprunt :

b. droits reportés à l'année budgétaire 1996 (annexe tableau annexe II colonne 6)

- recettes fiscales et générales courantes :

- recettes fiscales et générales en capital

- produit d'emprunt :

§ 2 Fixation des crédits de dépenses**Article 10**

Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 1995 ont réparti les crédits initiaux pour l'ordonnement des dépenses de la manière suivante :

(annexe tableau III, colonne 1).

Crédits d'ordonnement	658.200.000
Crédits non dissociés	229.635.700.000

**Article 11**

Ces autorisations de dépenses ont été modifiées par les ajustements effectués en vertu des décrets d'ajustement pour un montant de -513.300.000 francs se décomposant comme suit (ajustement net) (annexe tableau III colonne 2) :

Crédits d'ordonnement	-13.600.000
Crédits non dissociés	-499.700.000

**Article 12**

Les autorisations de dépenses résultant des articles 10 et 11 sont augmentées des crédits reportés de l'année budgétaire précédente pour un montant de 4.589.103.169 francs en vertu des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 se décomposant comme suit (annexe tableau III colonne 3):

Crédits d'ordonnement	
Crédits non dissociés	4.589.103.169

**Article 13**

- En vertu des articles 10, 11 et 12 qui précèdent, le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 1995 s'élève à 234.369.703.169 francs (annexe tableau III, colonne 4). Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit :

Crédits d'ordonnement	644.600.000
Crédits non dissociés	233.725.103.169

§ 3 Fixation de la situation des dépenses**Article 14**

Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 1995 se montent à 228.363.853.212 francs (annexe tableau III, colonnes 5,6 et 7), se répartissant entre :

	Prestations d'années antérieures	Prestations d'années courantes	Dépenses totales
Crédits d'ordonnement	0	420.513.210	420.513.210
Crédits non dissociés	3.622.573.795	224.320.766.207	227.943.340.002
total	3.622.573.795	224.741.279.417	228.363.853.212

**Article 15**

De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 228.363.853.212 francs dont :

Crédits d'ordonnement	420.513.210
Crédits non dissociés	227.943.340.002

(annexe tableau III, colonne 8)

**Article 16**

Il ressort de la comparaison des articles 14 et 15 qu'il ne reste aucune dépense à régulariser en vertu de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau III, colonne 9).

§ 4 Règlement des crédits**Article 17**

La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 13) et les opérations imputées (article 14) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 1995 de francs se répartissant comme suit :

Crédits d'ordonnement	224.086.790
Crédits non dissociés	5.781.763.167

**Article 18**

Pour couvrir les dépenses de l'année budgétaire 1995 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 20.000.000 francs dont :

Crédits d'ordonnement	
Crédits non dissociés	20.000.000

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné au Tableau VI de l'annexe.

**Article 19**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 17 et 18, le montant des crédits disponibles au 31 décembre 1995 comprend :

(annexe tableau III, colonnes 11 et 12).

	Crédits d'ordonnement	Crédits non dissociés	total
Crédits à annuler	224.086.790	1.851.493.756	2.075.580.546
Crédits à reporter à l'année budgétaire suivante	0	3.950.269.411	3.950.269.411

§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 1995**Article 20**

Le résultat général du budget de l'année budgétaire 1995 se présente comme suit :

Les recettes, y compris le produit d'emprunt s'élèvent à 229.433.210.263 francs

Les dépenses s'élèvent à 228.363.853.212 francs

En conclusion, compte non tenu des crédits variables et de la section particulière,

Les recettes excèdent les dépenses de 1.069.357.051 francs

Comme le solde à la fin de l'année budgétaire 1994 s'élevait à -14.432.201.465 francs, le solde fin de l'année budgétaire 1995 s'élève à -13.362.844.414 francs

CHAPITRE IIIRecettes et dépenses relatives aux crédits variables§ 1. Fixation des recettes affectées**Article 21**

Les droits constatés de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 1995 à 5.079.789.800 Francs (annexe tableau II recettes affectées) dont

Recettes courantes	5.050.174.175
Recettes en capital	29.615.625

§ 2. Fixation des crédits variables d'ordonnement**Article 22**

Les crédits variables d'ordonnement ouverts et affectés pour les ordonnancements de l'année budgétaire 1995 s'élèvent à 5.079.789.800 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 2)

Le solde de départ au 1 janvier 1995 étant de -1.599.876.977 francs, le disponible en ordonnancement sur les crédits variables s'élève à 3.479.912.823 francs (annexe tableau IV ordonnancement colonne 3).

Le solde de départ au 1<sup>er</sup> janvier 1995 comprend le disponible au 31 décembre 1994 fixé par le décret de règlement définitif du budget de l'année 1994 ; ce disponible est ajusté conformément à l'article 2 du décret du 22 décembre 1994 modifiant le décret organique du 21 décembre 1992 créant des fonds budgétaires et désignant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française.

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, l'article 6 du décret du 22 décembre 1994 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 1995 a autorisé la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 3. Fixation des dépenses à charge des crédits variables**Article 23**

Les ordonnancements imputés à charge des crédits variables d'ordonnement de l'année budgétaire 1995 s'élèvent à 4.507.211.649 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 4).

**Article 24**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 22 alinéa 1 et 23, le solde annuel des crédits variables d'ordonnement s'établit à 572.578.151 francs

**Article 25**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 22 alinéa 2 et 23 ci-dessus, le disponible en ordonnancements – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 1995 à -1.027.298.826 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 5).

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE IVRecettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget**Article 26**

Les décrets budgétaires de l'année 1995 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit :

	(en francs)
- Recettes	2.478.600.000
- Dépenses	2.486.400.000
(annexe tableau V, colonnes 1, 2).	

**Article 27**

Le solde disponible au 1<sup>er</sup> janvier 1995 s'élevait à 1.987.950.570 francs (annexe tableau V colonne 7). Ce solde est ajusté conformément aux dispositions du décret du 22 décembre 1994 modifiant le décret organique du 21 décembre 1992 créant des fonds budgétaires et désignant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française.

Le total des recettes perçues dans le courant de l'année budgétaire se chiffre à 2.383.703.810 francs. (annexe tableau V colonne 3)

Par suite des deux alinéas précédents, le total disponible pour les dépenses de l'année 1995 est de 4.371.654.380 francs.

**Article 28**

Les dépenses imputées s'élèvent à 2.497.579.116 francs (annexe tableau V, colonne 4).

Ce montant ne comprend aucune dépense restant à régulariser pour lesquelles il est fait application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau V, colonne 5).

**Article 29**

La différence entre les recettes perçues et les dépenses imputées dans l'année budgétaire s'élève à -113.875.306 francs (annexe tableau V, colonne 6).

Compte tenu du total disponible pour les dépenses de l'année budgétaire 1995, tel que déterminé à l'article 27 alinéa 3, et des dépenses reprises à l'article 28, le solde disponible au 31 décembre 1995 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à 1.874.075.264 francs (annexe tableau V colonne 9).

Il sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE V  
Résultat global**Article 30**

Tous services réunis, budget, crédits variables et section particulière, compte tenu des articles 20, 23 et 29 du présent décret, le résultat global du budget 1995 se présente comme suit (en francs) :

Budget sensu stricto : 1.069.357.051
Crédits variables : 572.578.151
Section particulière : -113.875.306
Total : 1.528.059.896

DEUXIEME PARTIE. OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION DES BUDGETS  
DES SERVICES A GESTION SEPARÉE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

CHAPITRE I<sup>er</sup>Recettes et dépenses effectuées en exécution des budgets  
des services à gestion séparée du ministère de la Communauté française§ 1<sup>er</sup> fixation des recettes**Article 31**

Les prévisions de recettes annuelles s'élèvent à 5.233.700.000 francs (annexe tableau VII colonne 1)

Les recettes pour l'année budgétaire 1995 s'élèvent à 8.691.083.783 francs.

Elles se décomposent comme suit

Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	2.484.624.902
Recettes de l'année	6.206.458.881
(annexe tableau VII colonnes 3 et 6)	

Le montant de 8.691.083.783 francs constitue le disponible pour les dépenses de l'année 1995.

Le solde au 1<sup>er</sup> janvier est reporté du disponible fixé au 31 décembre 1994 par le décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année 1994 sur les articles 70.20, 70.02 et 70.04 de la section II de la section particulière du budget figurant au tableau III du budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 1994 suite à l'application par la Communauté française de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 28 juin 1989 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat.

### § 2 . fixation des dépenses

#### Article 32

Les prévisions de dépenses s'élèvent à 5.327.600.000 francs (annexe tableau VII colonne 2).  
Les dépenses sont fixées à la somme de 6.200.675.730 francs (annexe tableau VII colonne 4).

### § 3. résultat budgétaire

#### Article 33

Par suite des articles 31 et 32, le résultat budgétaire de l'année est fixé au montant de 5.783.151 francs.  
Le disponible au 31 décembre 1995 est fixé au montant de 2.490.408.053 francs.  
Il sera reporté à l'exercice budgétaire suivant.

### TROISIEME PARTIE. OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION DES BUDGETS DES ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE TYPE A

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget

### CHAPITRE I<sup>er</sup> COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

Année courante

#### Article 34

Référence budgétaire : décret du 22 décembre 1994  
contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1995 article 21  
153e cahier de la Cour des Comptes fascicule II  
Le règlement définitif du budget du Commissariat général aux Relations Internationales  
est établi comme suit : pour l'année 1995

a) recettes	
recettes prévues par le décret budgétaire	1.272.535.000
recettes imputées	1.256.106.287
différence	16.428.713
b) dépenses	
crédits alloués par le décret budgétaire	1.651.296.000
crédits complémentaires à accorder	
total des crédits	1.651.296.000
dépenses imputées	1.077.252.800
excédent de crédits à annuler	574.043.200
c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 1995 se résume comme suit	
recettes	1.256.106.287
dépenses	1.077.252.800
excédent de recettes	178.853.487

### CHAPITRE II AGENCE DE PREVENTION DU SIDA

Année courante

#### Article 35

Référence budgétaire : décret du 22 décembre 1994  
contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1995 article 22 153e cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget de l'Agence de Prévention du SIDA pour l'année 1995 est établi comme suit :

a) recettes	
recettes prévues par le décret budgétaire	144.160.676
recettes imputées	144.914.926
différence	754.250

b) dépenses	
crédits alloués par le décret budgétaire	178.275.181
crédits complémentaires à accorder	
total des crédits	178.275.181
dépenses imputées	158.842.018
excédent de crédits à annuler	19.433.163
c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 1995 se résume comme suit	
recettes	144.914.926
dépenses	158.842.018
excédent de dépenses	-13.927.092

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> février 2008.

M. ARENA,

Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire

M.-D. SIMONET,

Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales

M. DAERDEN,

Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports

F. LAANAN,

Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel

M. TARABELLA,

Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale

C. FONCK,

Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé

—————  
Note

(1) *Session 2006-2007*

Documents du Parlement – Projet de décret, n° 375-1.

*Session 2007-2008*

Documents du Parlement – Rapport, n° 375-2 ;

Compte rendu intégral – Discussion et adoption – séance du 22 janvier 2008.

—————

**TABLEAUX ANNEXES AU DECRET DE REGLEMENT DEFINITIF DU BUDGET DE  
L'ANNEE 1995****TABLEAUX**

- I. ENGAGEMENTS A CHARGE DES CREDITS D'ENGAGEMENTS**
- II. RECETTES**
- III. DEPENSES**
- IV. CREDITS VARIABLES**
- V. SECTION PARTICULIERE**
- VI. DEPASSEMENT DE CREDIT**
- VII. SERVICES A GESTION SEPARÉE**

**ORGANISMES D'INTERET PUBLIC**

Commissariat général aux relations internationales

Agence de prévention du sida

TABLEAU I - ENGAGEMENTS A LA CHARGE DES CREDITS DISSOCIES

Budget	Crédits affectés par décrets (1)	Crédits reportés de l'année précédente (2)	Total des crédits (3)	Engagements comptabilisés pendant l'année (4)	DIFFERENCE ENTRE LES CREDITS ET LES ENGAGEMENTS COMPTABILISES		
					Engagements excédant les crédits (5)	Crédits excédant les engagements	
						Crédits disponibles (6)	Crédits reportés à l'année suivante (7)
<b>II. OPERATIONS DE CAPITAL</b>							
Tableau I - Dotation	-	-	-	-	-	-	-
Tableau II - M.C.A.S.	569.900.000	-	569.900.000	548.033.650	-	21.866.350	21.866.350
Tableau III - M.E.R.F.	-	-	-	-	-	-	-
Tableau IV - Emprunts	-	-	-	-	-	-	-
<b>BUDGET GENERAL</b>	<b>569.900.000</b>	<b>-</b>	<b>569.900.000</b>	<b>548.033.650</b>	<b>-</b>	<b>21.866.350</b>	<b>21.866.350</b>



TABLEAU II - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES

NATURE DES RECETTES	SITUATION DES RECETTES						DIFFERENCE ENTRE PREVISIONS ET RECOUVREMENTS	
	Prévisions (1)	Droits constatés (2)	Recettes imputées (3)	Différence entre droits constatés et recettes imputées (4)	A annuler ou à porter en surseance indéfinie (5)	Droits reportés (6)	Prévisions supérieures aux recouvrements (7)	Prévisions inférieures aux recouvrements (8)
<b>Recettes courantes</b>								
Recettes fiscales	8.605.000.000	8.677.619.517	8.677.619.517	0	0	0	0	72.619.517
Recettes générales	202.117.500.000	201.767.811.362	201.767.811.362	0	0	0	370.990.393	39.766.657
Recettes affectées	6.196.300.000	5.050.174.175	5.050.174.175	0	0	0	2.268.030.483	910.800.734
<b>Total recettes courantes</b>	<b>216.918.800.000</b>	<b>215.495.605.054</b>	<b>215.495.605.054</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2.639.020.876</b>	<b>1.023.186.908</b>
<b>Recettes en capital</b>								
Recettes fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes générales	8.509.400.000	8.501.479.384	8.501.479.384	0	0	0	7.920.616	0
Recettes affectées	32.900.000	29.615.625	29.615.625	0	0	0	1.092.100	0
<b>Total recettes en capital</b>	<b>8.542.300.000</b>	<b>8.531.095.009</b>	<b>8.531.095.009</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9.012.716</b>	<b>0</b>
<b>Produit d'emprunts</b>	<b>10.486.300.000</b>	<b>10.486.300.000</b>	<b>10.486.300.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>235.947.400.000</b>	<b>234.513.000.063</b>	<b>234.513.000.063</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2.648.033.592</b>	<b>1.023.186.908</b>

Nature des recettes		Prévisions	Droits constatés	Recettes imputées	Droits annulés ou portés en surcharge	Droits reportés	Différence entre prévisions et réalisations
<b>PARTIE I</b>							
<b>Titres I - Recettes souveraines</b>							
<b>Secteur I - Recettes fiscales et de droits particuliers</b>							
36.01	Régime des impôts, contributions et taxes levées dans le cadre de la Communauté française de Belgique	8.605.000.000	8.677.619.517	8.677.619.517	-	-	72.619.517
36.02	Recettes fiscales et de droits particuliers	8.605.000.000	8.677.619.517	8.677.619.517	-	-	72.619.517
<b>Secteur II - Recettes d'activités</b>							
06.81	Versements par les organismes d'habitat public en vue du paiement de la rétribution et des frais des organes de conseil de la Communauté (secteur des I.R.C./M.C.A.S.)	-	-	-	-	-	-
06.82	Versements par les organismes d'habitat public en vue du paiement de la rétribution et des frais des organes de conseil de la Communauté (secteur des I.R.C./M.C.A.S.)	800.000	-	-	-	-	-
06.83	Versements correspondants au moyen non utilisé du budget de l'année 1994	1.872.500.000	1.872.518.521	1.872.518.521	-	-	-
11.01	Remboursement des cotisations, contributions, subventions, prestations sociales et autres	590.000.000	476.514.009	476.514.009	-	113.485.991	-
11.02	Remboursement des cotisations d'habitat (rés) à la disposition de l'ASBL	72.000.000	54.576.577	54.576.577	-	-	-
12.01	Versement des sommes versées par les contribuables optionnels au moyen des avances de fonds (peu importe)	90.000.000	79.302.196	79.302.196	-	10.697.804	-
16.01	Produits divers	422.300.000	442.166.657	442.166.657	-	-	19.866.657
16.02	Remboursement de cotisations, contributions, subventions, prestations sociales et autres	20.000.000	20.000.000	20.000.000	-	-	0
16.03	Produits divers	40.000.000	8.392.742	8.392.742	-	31.607.258	-
16.04	Produits divers	100.000.000	98.739.626	98.739.626	-	1.260.374	-
16.05	Produits divers	3.000.000	-	-	-	3.000.000	-
16.07	Produits de la rétribution attribuée à l'occupation des bâtiments de la Communauté par le Centre hospitalier universitaire de Liège (secteur des I.R.C./M.C.A.S.)	360.000.000	360.000.000	360.000.000	-	-	0
20.01	Intérêts et dividendes	233.000.000	22.069.424	22.069.424	-	210.930.576	-
20.02	Intérêts et dividendes	46.000.000	48.599.553	48.599.553	-	-	2.599.553
40.05	Produits divers	148.200.000	148.200.000	148.200.000	-	-	0
46.03	Intervention de l'Etat suite à la suppression de l'autorisation d'emprunt avec garantie de l'Etat par le Fonds national de garantie des bâtiments sociaux	65.100.000	65.100.000	65.100.000	-	-	0
46.04	Produits divers	-	-	-	-	-	-
46.05	Produits divers	1.408.400.000	1.408.500.000	1.408.500.000	-	-	100.000
Total secteur II		202.117.500.000	201.757.811.362	201.757.811.362	-	370.998.939	37.638.637
<b>Secteur III - Recettes d'activités</b>							
<b>M.C.A.S.</b>							
06.01	Recettes diverses provenant de dons et d'interventions de personnes physiques ou morales	-	-	-	-	-	-
10.04	Recettes diverses, autres (démontages, produits de la vente de produits, etc.)	-	-	-	-	-	-
16.05	Recettes diverses, autres (démontages, produits de la vente de produits, etc.)	332.500.000	563.603.924	563.603.924	-	-	231.103.924
16.06	Interventions pour dégrèvements au matériel fourni en prêt et produit de la vente de matériel dégrèvé	8.000.000	5.854.191	5.854.191	-	2.145.809	-
16.09	Produits divers	2.000.000	2.812.594	2.812.594	-	-	812.594
16.10	Droits d'inscription, taxes et autres perçus dans le cadre de la Communauté française et de la Région wallonne	300.000	909.305	909.305	-	-	609.305
16.11	Contribution de la RTBF et des autres provinces	150.000.000	116.223.500	116.223.500	-	33.776.500	-
16.13	Produits divers	16.000.000	18.262.277	18.262.277	-	-	2.262.277
16.14	Frais d'inscription aux collèges, écoles et autres organismes par le centre de formation socioculturelle	3.000.000	2.337.956	2.337.956	-	662.044	-
16.15	Produits divers	2.000.000	2.065.257	2.065.257	-	-	65.257
16.20	Produits divers	105.500.000	169.343.312	169.343.312	-	-	63.843.312
30.01	Produits de ventes diverses par les organismes pour le logement collectif	190.000.000	281.121.866	281.121.866	-	-	91.121.866
30.02	Produits de ventes diverses par les organismes pour le logement collectif	-	-	-	-	-	-
46.01	Contribution de la Région wallonne	-	-	-	-	-	-
46.02	Contribution de la Région wallonne	-	-	-	-	-	-
46.31	Contribution de subvention attribuée au ministère de la Culture et des Affaires artistiques	30.000.000	51.223.546	51.223.546	-	-	21.223.546

49.32	Contributions de l'Orbium et de l'Ensem dans les réalisations artistiques dans le cadre de l'exécution de l'article 103, n° 23 du 14 avril 1982 relatif au programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (secteur culturel)	450.000.000	528.373.224	528.373.224	-	-	78.373.224
49.33	Contributions de l'Orbium et de l'Ensem dans les réalisations artistiques dans le cadre de l'exécution de l'article 103, n° 23 du 14 avril 1982 relatif au programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (secteur sportif)	2.600.000	1.198.570	1.198.570	-	-	1.401.430
<b>MERF</b>							
06.02	Recettes diverses, taxes, legs et interventions de la Letarte nationale pour la recherche scientifique	-	-	-	-	-	-
09.03	Recettes diverses, taxes, legs et interventions de personnes publiques ou privées dans le secteur médical, dentaire, la recherche, la pédagogie, l'illumination	45.000.000	-	-	-	-	45.000.000
16.16	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'équipement de promotion sociale (Coventmans linantes)	12.000.000	12.000.000	12.000.000	-	-	-
16.17	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) relatif à l'équipement de promotion sociale (Coventmans linantes)	9.400.000	5.500.000	5.500.000	-	-	3.900.000
16.18	Recettes de l'opération de promotion sociale (Coventmans linantes)	15.000.000	14.500.000	14.500.000	-	-	1.500.000
16.19	Recettes de l'opération de promotion sociale (Coventmans linantes)	37.000.000	24.000.000	24.000.000	-	-	13.000.000
28.01	Recettes des ventes de produits, des publications, donations, legs et prix et autres produits de diverses natures	1.000.000	1.304.031	1.304.031	-	-	304.031
30.01	Remboursement des allocations déduites	50.000.000	41.724.500	41.724.500	-	-	8.275.500
30.01	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'édition ou de formation de jeunes professionnels	100.000.000	-	-	-	-	100.000.000
30.02	Formation et de réinsertion professionnelle dans l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire à l'adulte	286.000.000	-	-	-	-	286.000.000
30.03	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'édition ou de formation de jeunes professionnels	600.000.000	-	-	-	-	600.000.000
30.04	Formation de jeunes professionnels dans le secteur de la recherche scientifique ou de l'enseignement secondaire à l'adulte	450.000.000	-	-	-	-	450.000.000
30.05	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'édition ou de formation de jeunes professionnels	1.550.000.000	2.272.294.442	2.272.294.442	-	-	722.294.442
30.06	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'édition ou de formation de jeunes professionnels - Engagement à l'échelle nationale	58.000.000	17.472.369	17.472.369	-	-	40.527.631
30.07	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'édition ou de formation de jeunes professionnels - Engagement à l'échelle nationale	351.800.000	35.033.747	35.033.747	-	-	316.766.253
40.01	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'enseignement fondamental, par le FOSOM et l'Orbium	744.100.000	890.682.674	890.682.674	-	-	231.417.226
40.02	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'enseignement fondamental, par le FOSOM et l'Orbium	89.500.000	52.318.512	52.318.512	-	-	37.181.488
40.03	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'enseignement fondamental, par le FOSOM et l'Orbium	21.000.000	17.463.891	17.463.891	-	-	3.536.109
40.04	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'enseignement fondamental, par le FOSOM et l'Orbium	399.600.000	232.618.597	232.618.597	-	-	56.981.403
40.05	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'enseignement fondamental, par le FOSOM et l'Orbium	69.400.000	52.310.135	52.310.135	-	-	17.089.865
40.06	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'enseignement fondamental, par le FOSOM et l'Orbium	22.300.000	18.532.905	18.532.905	-	-	13.767.095
Total secteur II		6.193.300.000	5.550.174.175	5.550.174.175	-	-	2.258.030.483
		216.918.800.000	215.695.065.054	215.695.065.054	-	-	2.639.638.674
<b>TITRE II - Recettes en espèces</b>							
70.01	Produit de la vente d'immeubles	8.498.000.000	8.498.000.000	8.498.000.000	-	-	-
70.02	Produit de la vente d'immeubles	1.400.000	3.479.384	3.479.384	-	-	7.920.616
70.03	Produit de la vente d'immeubles	8.509.400.000	8.501.479.384	8.501.479.384	-	-	7.920.616
<b>MICAS</b>							
80.01	Remboursements de prêts consentis à des sociétés	8.000.000	7.230.000	7.230.000	-	-	770.000
80.02	Remboursements de prêts consentis à des sociétés	400.000	300.000	300.000	-	-	100.000
<b>MERF</b>							
87.01	Remboursements de prêts accordés au personnel ou aux étudiants	2.500.000	2.381.000	2.381.000	-	-	119.000
87.02	Remboursements de prêts accordés au personnel ou aux étudiants	32.000.000	19.807.725	19.807.725	-	-	1.022.100
87.03	Remboursements de prêts accordés au personnel ou aux étudiants	32.000.000	29.614.625	29.614.625	-	-	912.100
Total secteur III		8.532.400.000	8.531.095.000	8.531.095.000	-	-	912.100
<b>TOTAL RECETTES COURANTES ET EN CAPITAL</b>							
		225.461.100.000	224.016.701.663	224.016.701.663	-	-	1.023.186.908
<b>TITRE III - Produits d'entreprises</b>							
90.01	Produits des entreprises dans le secteur public	7.080.000.000	7.080.000.000	7.080.000.000	-	-	-
90.02	Produits des entreprises dans le secteur public	3.406.300.000	3.406.300.000	3.406.300.000	-	-	-
<b>TOTAL PRODUIT D'ENTREPRISES</b>							
		10.486.300.000	10.486.300.000	10.486.300.000	-	-	-
<b>TOTAL RECETTES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE</b>							
		235.947.400.000	234.513.000.003	234.513.000.003	-	-	1.023.186.908

TABLEAU III - COMPTE D'EXECUTION DES DEPENSES

	ALLOCATIONS DES CREDITS			SITUATION DES DEPENSES						REGLEMENT DES CREDITS			
	Crédits initiaux (1)	Ajustements nets (2)	Crédits reportés (3)	Crédits totaux (4)	Opérations imprimées			Dépenses totales (7)	Paiements effectués, justifiés ou régularisés (8)	Paiements restant à régulariser (9)	Crédits complémentaires (1) (10)	Crédits reportés (11)	Crédits non utilisés à annuler (12)
					Prestations des années antérieures (5)	Prestations de l'année (6)							
<b>I Dotation au Conseil</b>													
a) crédits non dissociés	267.600.000	37.600.000	0	315.400.000	0	367.600.000	367.600.000	367.600.000	0	0	0	57.800.000	0
<b>II Culture et Affaires sociales</b>													
a) crédits non dissociés	28.300.200.000	-108.800.000	1.602.359.324	29.793.759.324	1.228.205.835	26.668.811.295	27.897.017.130	27.897.017.130	0	0	20.000.000	1.679.894.023	256.848.177
b) crédits d'ordonnements	658.200.000	-13.600.000	0	644.600.000	0	420.513.210	420.513.210	420.513.210	0	0	0	0	224.086.790
<b>III Education et recherche</b>													
a) crédits non dissociés	175.437.100.000	-462.900.000	2.543.751.229	177.517.951.229	2.232.013.346	171.857.662.250	174.089.675.596	174.089.675.596	0	0	0	2.015.481.801	1.412.793.832
b) crédits d'ordonnements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>IV Dette publique</b>													
a) crédits non dissociés	9.135.300.000	55.400.000	442.992.616	9.633.692.616	162.354.614	9.072.392.662	9.234.747.276	9.234.747.276	0	0	0	197.093.587	201.851.753
<b>V Dotation à la RVY et à la COCOF</b>													
a) crédits non dissociés	16.495.500.000	-41.200.000	-	16.454.300.000	0	16.454.300.000	16.454.300.000	16.454.300.000	0	0	0	0	0
<b>Totaux</b>													
a) crédits non dissociés	228.635.700.000	-499.700.000	4.589.103.169	233.725.103.169	3.622.573.795	224.320.766.207	227.943.340.002	227.943.340.002	0	0	20.000.000	3.950.269.411	1.851.493.756
b) crédits d'ordonnements	658.200.000	-13.600.000	0	644.600.000	0	420.513.210	420.513.210	420.513.210	0	0	0	0	224.086.790
<b>Total général</b>	230.293.900.000	-513.300.000	4.589.103.169	234.569.703.169	3.622.573.795	224.741.279.417	228.363.853.212	228.363.853.212	0	0	20.000.000	3.950.269.411	2.075.580.546

(1) 1 allouer par le décret le compte pour dépenses faites au-delà des crédits

TABLEAU IV - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES, DES ENGAGEMENTS ET DES ORDONNANCEMENTS DES CREDITS VARIABLES

ENGAGEMENTS	RECETTES			ENGAGEMENTS	DISPONIBLE EN ENGAGEMENTS AU 31.12.1994
	Solde reporté (1)	Recettes de l'année	Disponible		
II Culture et Affaires sociales	-641.261.508	1.750.945.372	1.109.683.864	1.494.984.799	-385.300.935
III Education et recherche	-958.615.469	3.328.844.428	2.370.228.959	2.922.881.805	-552.652.846
<b>TOTAL</b>	<b>-1.599.876.977</b>	<b>5.079.789.800</b>	<b>3.479.912.823</b>	<b>4.417.866.604</b>	<b>-937.953.781</b>

  

ORDONNANCEMENTS	RECETTES			ORDONNANCEMENTS (4)	DISPONIBLE EN ORDONNANCEMENTS AU 31.12.1994 (5)
	Solde reporté (1)	Recettes de l'année (2)	Disponible (3)		
II Culture et Affaires sociales	-641.261.508	1.750.945.372	1.109.683.864	1.584.329.844	-474.645.980
III Education et recherche	-958.615.469	3.328.844.428	2.370.228.959	2.922.881.805	-552.652.846
<b>TOTAL</b>	<b>-1.599.876.977</b>	<b>5.079.789.800</b>	<b>3.479.912.823</b>	<b>4.507.211.649</b>	<b>-1.027.298.826</b>

(1) Disponible en engagement au 31.12.1994 augmenté du solde, à cette date, de certains articles de la section particulière de l'année 1994

(1) Disponible en ordonnancement au 31.12.1994 augmenté du solde, à cette date, de certains articles de la section particulière de l'année 1994

TABLEAU V - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE LA SECTION PARTICULIERE

Budgets	Prévisions		Opérations comptabilisées				Soldes cumulés		Soldes à reporter au 31.12.1995 (9)
	Recettes (1)	Dépenses (2)	Recettes (3)	Dépenses		Solde (6)	Au 01.01.1995 (7)	Au 31.12.1995 (8)	
				Totales (4)	Restant à régulariser (5)				
Culture et Affaires sociales	0	0	0	0	0	0	101.048.181	101.048.181	101.048.181
Education, Recherche et Formation	2.478.600.000	2.486.400.000	2.383.703.810	2.497.579.116	0	-113.875.306	1.886.902.389	1.773.027.083	1.773.027.083
TOTAUX	2.478.600.000	2.486.400.000	2.383.703.810	2.497.579.116	0	-113.875.306	1.987.950.570	1.874.075.264	1.874.075.264

## TABVLEAU VI - DEPASSEMENTS DE CREDITS

Numéros et libellés des articles	Montants des dépassements de crédits
<b>TABVLEAU II - Budget du ministère de la Culture et des Affaires sociales</b>	
<b>DO 65 - AUDIOVISUEL</b>	
Programme 3 - Radio et télévision	20.000.000
<b>Total</b>	<b>20.000.000</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>20.000.000</b>

TAVLEAU VII - COMPTE D'EXECUTION DES SERVICES A GESTION SEPARÉE

	Prévisions		Opérations comptabilisées		Solde (5)	Soldes cumulés	
	Recettes (1)	Dépenses (2)	Recettes (3)	Dépenses (4)		Au 01.01.1995 (6)	Au 31.12.1995 (7)
Culture et Affaires sociales	0	0	387.688.566	397.673.189	-9.984.623	238.118.174	228.133.551
Education, Recherche et Formation	5.233.700.000	5.327.600.000	5.818.770.315	5.803.002.541	15.767.774	2.246.506.728	2.262.274.502
<b>TOTAUX</b>	<b>5.233.700.000</b>	<b>5.327.600.000</b>	<b>6.206.458.881</b>	<b>6.200.675.730</b>	<b>5.783.151</b>	<b>2.484.624.902</b>	<b>2.490.408.053</b>



## COMMISSARIAT GÉNÉRAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

## BILAN AU 31 DECEMBRE 1995

ACTIF		PASSIF	
<i>Actifs immobilisés</i>	<b>19.353.401</b>	<i>Capitaux propres</i>	
Cautions	19.353.401	Résultat reporté	482.359.762
		<i>Provisions et impôts différés</i>	
<i>Actifs circulants</i>	<b>709.460.199</b>	Provision syndicale	970.000
Avances	148.000		
Créances à un an au plus	85.654.907	<i>Dettes</i>	<b>258.360.262</b>
Placements	50.006.656	Dettes à plus d'un an	141.798.468
Valeurs disponibles	573.650.636	Dettes années antérieures	0
		Dettes année 1995	113.554.532
		Dettes à un an au plus	3.007.262
<i>Comptes de régularisation</i>	<b>12.980.940</b>	<i>Comptes de régularisation</i>	<b>104.516</b>
<b>TOTAL</b>	<b>741.794.540</b>	<b>TOTAL</b>	<b>741.794.540</b>

## COMPTE DE RESULTATS

<i>I. Ventes et prestations</i>		<b>1.223.371.773</b>
Autres produits d'exploitation	1.223.371.773	
<i>II. Coûts des ventes et prestations (-)</i>		<b>1.064.872.816</b>
Services et biens divers	99.046.346	
Rémunérations, charges sociales et pensions	413.912.850	
Amortissements	14.594.394	
Autres charges d'exploitation	537.319.226	
<i>III. Résultats d'exploitation</i>		<b>158.498.957</b>
IV. Produits financiers	27.781.855	
V. Charges financières	0	
<i>VI. Bénéfice courant avant impôts (+)</i>		<b>186.280.812</b>
VII. Produits exceptionnels	4.952.659	
VIII. Charges exceptionnelles	5.543.291	
<i>IX. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)</i>		<b>185.690.180</b>
<i>XI. Bénéfice de l'exercice (+)</i>		<b>185.690.180</b>

*XIII. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)* 185.690.180

**AGENCE DE PREVENTION DU SIDA**

BILAN AU 31 DECEMBRE 1995

ACTIF		PASSIF	
<i>Actifs immobilisés</i>	2.646.533	<i>Capitaux propres</i>	-3.967.876
Terrains et constructions	0	Perte reportée	7.967.876
Mobiliers et matériel roulant	2.352.211	Provisions	4.000.000
I.M.O.	294.322		
<i>Actifs circulants</i>	59.869.826	<i>Dettes</i>	36.396.006
Créances à un an au plus	1.631.683	Dettes à plus d'un an	28.911.094
Placements de trésorerie	0	Dettes à un an au plus	7.484.912
Valeurs disponibles	58.238.143		
<i>Comptes de régularisation</i>	8.988.378	<i>Comptes de régularisation</i>	39.076.607
<b>TOTAL</b>	<b>71.504.737</b>	<b>TOTAL</b>	<b>71.504.737</b>

COMPTES DE RESULTATS

<i>I. Ventes et prestations</i>		<i>142.291.587</i>
Autres produits d'exploitation	142.291.587	
<i>II. Coûts des ventes et prestations (-)</i>		<i>154.224.720</i>
Services et biens divers	126.204.472	
Rémunérations, charges sociales et pensions	22.436.688	
Amortissements	1.382.560	
Réductions de valeurs	201.000	
Provisions pour risques et charges	4.000.000	
<i>III. Résultat d'exploitation</i>		<i>-11.933.133</i>
IV. Produits financiers	3.073.857	
V. Charges financières	559.431	
<i>VI. Perte courante avant impôts (+)</i>		<i>-9.418.707</i>
VII. Produits exceptionnels	0	
VIII. Charges exceptionnelles	0	
<i>IX. Perte de l'exercice avant impôts (+)</i>		<i>-9.418.707</i>
<i>XI. Perte de l'exercice (+)</i>		<i>-9.418.707</i>
<i>XIII. Perte de l'exercice à affecter (+)</i>		<i>-9.418.707</i>

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2019/15475]

**1 FEBRUARI 2008. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1995 (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

EERSTE DEEL – DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR  
VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

## BEGROTINGSJAAR 1995

## HOOFDSTUK I

Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting§ 1 Vaststelling van de gesplitste vastleggingskredieten**Artikel 1**

De vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreet voor het begrotingsjaar 1995, bedragen 569.900.000 frank (bijlage tabel I, kolom 1)

§ 2 Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de gesplitste kredieten**Artikel 2**

De uitgavenvastleggingen aangerekend ten laste van deze kredieten bedragen 548.033.650 frank (bijlage tabel I, kolom 4)

**Artikel 3**

De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vastleggingskredieten bedragen 21.866.350 frank (bijlage tabel I, kolom 6). Overeenkomstig de bepalingen van artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt dit bedrag geannuleerd (bijlage tabel I, kolom 8).

§ 3. Vaststelling van de variabele vastleggingskredieten**Artikel 4**

De variabele vastleggingskredieten aangewend voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 1995 bedragen 5.079.789.800 frank (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 2).

Daar het beginsaldo op 1 januari 1995 -1.599.876.977 frank bedroeg (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 1), bedragen de beschikbare vastleggingen ten laste van de variabele kredieten voor het jaar 1995 3.479.912.823 frank (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 3).

Het beginsaldo op 1 januari 1995 bestaat uit het beschikbare bedrag op 31 december 1994 vastgelegd bij het decreet houdende de eindregeling van de begroting voor het jaar 1994; dit beschikbare bedrag wordt aangepast overeenkomstig artikel 2 van het decreet van 22 december 1994 tot wijziging van het organiek decreet van 21 december 1992 houdende oprichting van begrotingsfondsen en aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, mogen sommige variabele kredieten op grond van artikel 6 van het decreet van 22 december 1994 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1995 een debettoestand vertonen.

§ 4. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de variabele kredieten**Artikel 5**

De uitgavenvastleggingen ten laste van de variabele vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 1995 bedragen 4.417.866.604 frank (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 4)

**Artikel 6**

Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 4 en 5 hierboven, bedragen de beschikbare vastleggingen – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 1995 -937.953.781 frank (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 5)

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

## HOOFDSTUK II

Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting§ 1 Vaststelling van de ontvangsten**Artikel 7**

De vastgestelde rechten ten behoeve van de Franse Gemeenschap bedragen voor het begrotingsjaar 1995 229.433.210.263 frank (bijlage tabel II, kolom 2)

Dit bedrag bestaat uit:

	(in frank)
- lopende fiscale en algemene ontvangsten	210.445.430.879
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten	8.501.479.384
- opbrengsten van lening	10.486.300.000

**Artikel 8**

De begrotingsontvangsten van het jaar 1995 bedragen 229.433.210.263 frank (bijlage tabel II, kolom 3).

Dit bedrag bestaat uit:

	(in frank)
- lopende fiscale en algemene ontvangsten	210.445.430.879
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten	8.501.479.384
- opbrengsten van lening	10.486.300.000

**Artikel 9**

De vastgestelde rechten nog te innen bij de afsluiting van het begrotingsjaar bedragen 0 frank (bijlage tabel II, kolom 4)

Dit bedrag bestaat uit :

a. geannuleerde of in onbepaald uitstel gebrachte rechten (bijlage tabel II, kolom 5) (in frank)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten
- opbrengst van lening

b. naar het begrotingsjaar 1996 overgedragen rechten (bijlage tabel II, kolom 6)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten
- opbrengst van lening

§ 2 Vaststelling van de uitgavenkredieten**Artikel 10**

De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 1995 hebben de oorspronkelijke kredieten voor de ordonnancerings van de uitgaven verdeeld op de volgende wijze (bijlage tabel III, kolom 1):

Ordonnanceringskredieten	658.200.000
Niet-gesplitste kredieten	229.635.700.000

**Artikel 11**

Die uitgavenmachtigingen werden gewijzigd bij aanpassingen verricht krachtens de aanpassingsdecreten voor een bedrag van -513.300.000 frank verdeeld op de volgende wijze (netto-aanpassing) (bijlage tabel III, kolom 2) :

Ordonnanceringskredieten	-13.600.000
Niet-gesplitste kredieten	-499.700.000

**Artikel 12**

De toegekende uitgavenmachtigingen voortvloeiend uit de artikelen 10 en 11 worden verhoogd met de kredieten overgedragen van het vorige begrotingsjaar voor een bedrag van 4.589.103.169 frank overeenkomstig de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, onderverdeeld als volgt (bijlage tabel III, kolom 3):

Ordonnanceringskredieten	
Niet-gesplitste kredieten	4.589.103.169

**Artikel 13**

- Overeenkomstig hogervermelde artikelen 10, 11 en 12, bedraagt het totaal van de toegekende uitgavenmachtigingen beschikbaar voor het begrotingsjaar 1995 234.369.703.169 frank (bijlage tabel III, kolom 4). Die uitgavenmachtigingen worden verdeeld als volgt:

Ordonnanceringskredieten	644.600.000
Niet-gesplitste kredieten	233.725.103.169

§ 3 Vaststelling van de uitgaventoestand**Artikel 14**

De uitgaven aangerekend ten laste van het begrotingsjaar 1995 bedragen 228.363.853.212 frank (bijlage tabel III, kolommen 5,6 en 7), onderverdeeld onder:

	Prestaties van vroegere jaren	Prestaties van lopende jaren	Totale uitgaven
Ordonnanceringskredieten	0	420.513.210	420.513.210
Niet-gesplitste kredieten	3.622.573.795	224.320.766.207	227.943.340.002
<b>Totaal</b>	<b>3.622.573.795</b>	<b>224.741.279.417</b>	<b>228.363.853.212</b>

**Artikel 15**

Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 228.363.853.212 frank waarvan:

Ordonnanceringskredieten	420.513.210
Niet-gesplitste kredieten (bijlage tabel III, kolom 8)	227.943.340.002

**Artikel 16**

Uit de vergelijking van de artikelen 14 en 15 blijkt dat er geen uitgave meer blijft te regulariseren overeenkomstig artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991 (bijlage tabel III, kolom 9).

§ 4 Regeling van de kredieten**Artikel 17**

De vergelijking tussen de uitgavenmachtigingen (artikel 13) en de aangerekende verrichtingen (artikel 14) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 1995 frank onderverdeeld als volgt:

Ordonnanceringskredieten	224.086.790
Niet-gesplitste kredieten	5.781.763.167

**Artikel 18**

Om de uitgaven van het begrotingsjaar 1995 verricht boven de kredieten of in afwezigheid ervan te dekken, worden aanvullende kredieten toegekend voor een bedrag van 20.000.000 frank waarvan:

Ordonnanceringskredieten	
Niet-gesplitste kredieten	20.000.000

Deze kredieten worden onderverdeeld overeenkomstig Tabel VI van de bijlage.

**Artikel 19**

Overeenkomstig de bepalingen van artikelen 17 en 18, bestaat het bedrag van de op 31 december 1995 beschikbare kredieten uit:

(bijlage tabel III, kolommen 11 en 12).

	Ordonnanceringskredieten	Niet-gesplitste kredieten	Totaal
Te annuleren kredieten	224.086.790	1.851.493.756	2.075.580.546
Naar het volgende begrotingsjaar over te dragen kredieten	0	3.950.269.411	3.950.269.411

§ 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 1995**Artikel 20**

Het algemeen resultaat van de begroting voor het begrotingsjaar 1995 wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten, met inbegrip van de opbrengst van lening bedragen 229.433.210.263 frank

De uitgaven bedragen 228.363.853.212 frank

Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met het resultaat van de afzonderlijke sectie, overtreffen de ontvangsten de uitgaven met 1.069.357.051 frank.

Daar het saldo op het einde van het begrotingsjaar 1994 -14.432.201.465 frank bedroeg, bedraagt het saldo op het einde van het begrotingsjaar 1995 -13.362.844.414 frank

HOOFDSTUK IIIOntvangsten en uitgaven betreffende de variabele kredieten§ 1. Vaststelling van de aangewende ontvangsten**Artikel 21**

De vastgestelde rechten van deze aard bedragen voor het begrotingsjaar 1995 5.079.789.800 frank (bijlage tabel II aangewende ontvangsten) waarvan:

Lopende ontvangsten	5.050.174.175
Kapitaalontvangsten	29.615.625

§ 2. Vaststelling van de variabele ordonnanceringskredieten**Artikel 22**

De openstaande en aangewende variabele ordonnanceringskredieten voor de ordonnanceringskredieten van het begrotingsjaar 1995 bedragen 5.079.789.800 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringskredieten, kolom 2)

Daar het beginsaldo op 1 januari 1995 -1.599.876.977 frank bedroeg, bedragen de beschikbare ordonnanceringskredieten op de variabele kredieten 3.479.912.823 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringskredieten, kolom 3).

Het beginsaldo op 1 januari 1995 bestaat uit het beschikbare bedrag op 31 december 1994 vastgelegd bij het decreet houdende de eindregeling van de begroting voor het jaar 1994; dit beschikbare bedrag wordt aangepast overeenkomstig artikel 2 van het decreet van 22 december 1994 tot wijziging van het organiek decreet van 21 december 1992 houdende oprichting van begrotingsfondsen en aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, mogen sommige variabele kredieten op grond van artikel 6 van het decreet van 22 december 1994 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1995 een debettoestand vertonen.

§ 3. Vaststelling van de uitgaven ten laste van de variabele kredieten**Artikel 23**

De ordonnancerings aangerekend ten laste van de variabele ordonnanceringskredieten van het begrotingsjaar 1995 bedragen 4.507.211.649 frank (bijlage tabel IV ordonnancerings, kolom 4).

**Artikel 24**

Overeenkomstig de bepalingen van artikelen 22 eerste lid en 23, bedraagt het jaarlijkse saldo van de variabele ordonnanceringskredieten 572.578.151 frank

**Artikel 25**

Overeenkomstig de bepalingen van artikelen 22 tweede lid en 23 hierboven, bedragen de beschikbare ordonnancerings – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 1995 -1.027.298.826 frank (bijlage tabel IV ordonnancerings, kolom 5) .

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK IVOntvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting**Artikel 26**

De begrotingsdecreten van het jaar 1995 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt:

	(in frank)
- Ontvangsten	2.478.600.000
- Uitgaven	2.486.400.000
(bijlage tabel V, kolommen 1, 2).	

**Artikel 27**

Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari 1995 bedroeg 1.987.950.570 frank (bijlage tabel V kolom 7). Dit saldo wordt aangepast overeenkomstig artikel 2 van het decreet van 22 december 1994 tot wijziging van het organiek decreet van 21 december 1992 houdende oprichting van begrotingsfondsen en aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

Het totaal van de ontvangsten van het begrotingsjaar bedraagt 2.383.703.810 frank. (bijlage tabel V kolom 3)

Overeenkomstig beide bovenstaande leden, bedraagt het totaal beschikbaar voor de uitgaven van het jaar 1995 4.371.654.380 frank.

**Artikel 28**

De aangerekende uitgaven bedragen 2.497.579.116 frank (bijlage tabel V, kolom 4).

Dit bedrag omvat geen nog te regulariseren uitgave waarvoor artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991 wordt toegepast (bijlage tabel V, kolom 5).

**Artikel 29**

Het verschil tussen de geïnde ontvangsten en de in het begrotingsjaar aangerekende uitgaven, bedraagt -113.875.306 frank (bijlage tabel V, kolom 6).

Rekening houdend met het totaal dat beschikbaar is voor de uitgaven van het begrotingsjaar 1995, zoals bepaald in artikel 27 derde lid, en met de uitgaven vermeld in artikel 28, bedraagt het saldo dat beschikbaar is op 31 december 1995 in de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap 1.874.075.264 frank (bijlage tabel V, kolom 9).

Het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK VGlobaal resultaat**Artikel 30**

Alle diensten samen, begroting, variabele kredieten en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 20, 23 en 29 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 1995 (in frank):

Begroting sensu stricto: 1.069.357.051
Variabele kredieten : 572.578.151
Afzonderlijke sectie: -113.875.306
Totaal : 1.528.059.896

TWEEDE DEEL. VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN VAN DE DIENSTEN met afzonderlijk beheer VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

HOOFDSTUK I

Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begrotingen van de diensten met afzonderlijk beheer van het ministerie van de Franse Gemeenschap

§ 1 Vaststelling van de ontvangsten**Artikel 31**

De geraamde jaarlijkse ontvangsten bedragen 5.233.700.000 frank (bijlage tabel VII kolom 1)

De ontvangsten voor het begrotingsjaar 1995 bedragen 8.691.083.783 frank.

Die ontvangsten bestaan uit :

Saldo op 1 januari	2.484.624.902
Ontvangsten van het jaar (bijlage tabel VII kolommen 3 en 6)	6.206.458.881

Het bedrag van 8.691.083.783 frank is het beschikbare bedrag voor de uitgaven van het jaar 1995.

Het saldo op 1 januari is overgedragen van het beschikbare bedrag dat op 31 december 1994 is vastgesteld bij het decreet houdende de eindregeling van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het jaar 1994 naar de begrotingsartikelen 70.20, 70.02 en 70.04 van afdeling II van de afzonderlijke sectie van de begroting vermeld in tabel III van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1994 na toepassing door de Franse Gemeenschap van artikel 1 van de wet van 28 juni 1989 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit.

## § 2 . Vaststelling van de uitgaven

### Artikel 32

De geraamde uitgaven bedragen 5.327.600.000 frank (bijlage tabel VII kolom 2).

De uitgaven worden vastgelegd op het bedrag van 6.200.675.730 frank (bijlage tabel VII kolom 4).

## § 3. Begrotingsresultaat

### Artikel 33

Overeenkomstig de artikelen 31 en 32, wordt het begrotingsresultaat van het jaar vastgelegd op het bedrag van 5.783.151 frank.

Het bedrag beschikbaar op 31 december 1995 bedraagt 2.490.408.053 frank.

Het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

## DERDE DEEL. VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN VAN INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT VAN HET TYPE A

Overeenkomstig artikel 6, § 3, van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A opgemaakt onder het toezicht van de minister waaronder ze ressorteren en maken het voorwerp uit van een ontwerp van begrotingsregeling

## HOOFDSTUK I COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

Lopend jaar

### Artikel 34

Begrotingsverwijzing: decreet van 22 december 1994

houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1995 - artikel 21

Boek 153 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van het "C.G.R.I." voor het jaar 1995 wordt opgesteld als volgt:

a) ontvangsten	
ontvangsten voorzien in het begrotingsdecreet	1.272.535.000
aangerekende ontvangsten	1.256.106.287
verschil	16.428.713
b) uitgaven	
kredieten toegekend door het begrotingsdecreet	1.651.296.000
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden	
totaal van de kredieten	1.651.296.000
aangerekende uitgaven	1.077.252.800
Kredietoverschot dat geannuleerd moet worden	574.043.200
c) samenvatting : het resultaat van de begroting van het beheersjaar 1995 wordt als volgt samengevat:	
ontvangsten	1.256.106.287
uitgaven	1.077.252.800
ontvangstenoverschot	178.853.487

## HOOFDSTUK II AGENCE DE PREVENTION DU SIDA

Lopend jaar

### Artikel 35

Begrotingsverwijzing: decreet van 22 december 1994 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar artikel 22

Boek 153 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van het Agence de Prévention du SIDA voor het jaar 1995 wordt opgesteld als volgt:

a) ontvangsten	
ontvangsten voorzien in het begrotingsdecreet	144.160.676
aangerekende ontvangsten	144.914.926
verschil	754.250
b) uitgaven	
kredieten toegekend door het begrotingsdecreet	178.275.181
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden	
totaal van de kredieten	178.275.181
aangerekende uitgaven	158.842.018
Kredietoverschot dat geannuleerd moet worden	19.433.163

c) samenvatting : het resultaat van de begroting van het beheersjaar 1995 wordt als volgt samengevat	
ontvangsten	144.914.926
uitgaven	158.842.018
uitgavenoverschot	-13.927.092

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Gegeven te Brussel, 1 februari 2008.

M. ARENA,  
Minister-President, belast met het Leerplichtonderwijs

M.-D. SIMONET,  
Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen

M. DAERDEN,  
Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport

F. LAANAN,  
Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector

M. TARABELLA,  
Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale Promotie

C. FONCK,  
Minister van Kind, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

—  
Nota

(1) *Zitting 2006-2007*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 375-1.

*Zitting 2007-2008*

Stukken van het Parlement - Verslag, nr. 375-2;

Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 22 januari 2008.

—————  
**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C - 2019/15476]

**1<sup>er</sup> FEVRIER 2008. — Décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1996 (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**PREMIERE PARTIE . SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE  
DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE**

**ANNEE BUDGETAIRE 1996**

**CHAPITRE I<sup>er</sup>**

**Engagements effectués en exécution du budget**

**§ 1<sup>er</sup>. Fixation des crédits dissociés d'engagement**

**Article 1<sup>er</sup>**

Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 1996, s'élèvent à 955.600.000 francs (annexe tableau I colonne 1)

**§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés**

**Article 2**

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 515.583.332 francs (annexe tableau I colonne 4)

**Article 3**

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 440.016.668 francs (annexe tableau I colonne 6). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau I colonne 8).

**§ 3. Fixation des crédits variables d'engagement**

**Article 4**

Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 1996 s'élèvent à 6.395.794.857 francs (annexe tableau IV engagements colonne 2).

Le solde de départ au 1<sup>er</sup> janvier 1996 étant de -1.096.040.143 francs (annexe tableau IV engagements colonne 1), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 1996 à 5.299.754.714 francs (annexe tableau IV colonne 3).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, l'article 6 du décret du 20 décembre 1995 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 1996 a autorisé la situation débitrice de certains crédits variables.

**§ 4. Fixation des engagements à charge des crédits variables**

**Article 5**

Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 1996 s'élèvent à 5.936.129.254 francs (annexe tableau IV engagements colonne 4)